

PRISME

Agriculture et Agroalimentaire, une affaire d'experts

11 DÉCEMBRE 2015

DÉCRYPTAGE

P. 2



TRANSFORMATION PORCINE : Le groupe Avril s'allie avec l'abatteur allemand Tönnies.

FILIÈRE VIANDE : La viande rouge « probablement cancérigène » selon le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC).

BIÈRE : AB InBev s'offre SABMiller pour une mégafusion.

PRIX AGRICOLES : Le prix du sucre remonte enfin.

NÉGOCE : Mouvements d'adaptation dans le négoce agricole international.

AGRO-ÉQUIPEMENT : AGCO a signé un protocole d'entente avec le groupe Alibaba pour une offre multi-segments « Internet-plus-Agriculture ».

OLÉAGINEUX : Les feux de plantation catastrophiques en Indonésie cette année.

GRAINS

P. 6

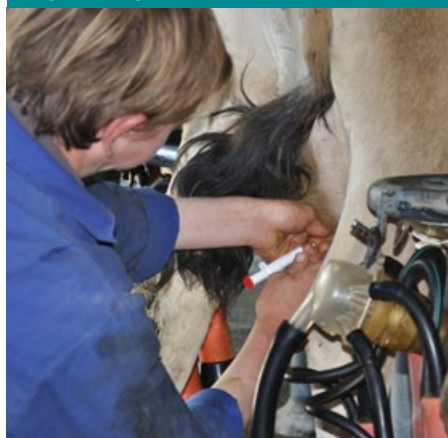


GRAINS MONDIAUX : À L'HEURE DE L'ABONDANCE, QUE VA CONSOMMER LA CHINE ?

- Le prix des céréales et du soja poursuit sa tendance baissière, liée à la poursuite de récoltes particulièrement abondantes depuis la 2^e ou 3^e année consécutive. Le maïs est un peu plus soutenu, car l'Europe et la zone Mer Noire ont souffert d'une grave sécheresse. Les stocks devraient rester élevés, ce qui relativise les inquiétudes suscitées par les aléas météorologiques de la suite de la saison : El Niño qui pourrait frapper l'hémisphère sud, et la récolte de blé 2016 toujours compromise par la sécheresse autour de l'Ukraine.
- Le niveau de la demande est essentiel dans ce contexte et le paradoxe est de voir les principales anticipations de soutien de la consommation se situer en Chine. En fait, le ralentissement économique en cours y frappe peu la consommation alimentaire, qui reste soutenue sans même avoir besoin de la politique de développement qui vise la demande intérieure. Mais les incertitudes viennent surtout du tournant dans la politique agricole, qui a du mal à se matérialiser clairement.

ÉCLAIRAGE

P. 13



LES ANTIBIORÉSISTANCES ANIMALES : LA FIN D'UNE ÉPOQUE POUR LES ACTEURS DE LA SANTÉ ANIMALE ?

- Si l'émergence ou la résurgence de maladies d'origine animale ne sont pas des phénomènes nouveaux, l'ampleur des zoonoses (transmission de pathologies entre l'animal et l'homme) récentes et l'émergence d'antibiorésistances d'origine animale posent aujourd'hui des questions et des enjeux nouveaux. Face à ces préoccupations croissantes, les politiques réagissent et la société civile met de plus en plus en avant ses revendications. Alors que les filières d'élevages, montrées du doigt pour leur responsabilité partagée dans l'émergence d'antibiorésistances, s'adaptent et innovent, les laboratoires vétérinaires essaient de se diversifier en jouant également la carte de l'innovation.

Retrouvez-nous

- Sur <http://etudes-economiques.credit-agricole.com> ▶ Rubrique Secteur ▶ Agriculture et Agroalimentaire
- Abonnement gratuit : [cliquez ici](#)



Décryptage

Transformation porcine

Le groupe Avril s'allie avec l'abatteur allemand Tönnies

Un nouveau site industriel dédié à l'élaboration de produits élaborés frais à base de viande porcine sera construit en 2016 à l'initiative d'une nouvelle entreprise, créée conjointement par le groupe industriel français Avril (ex Sofiprotéol), et par le groupe familial allemand Tönnies, qui détiendra 51 % du capital. L'objectif principal est de valoriser au maximum, sur le marché domestique, une viande de porcs nés, élevés, abattus, découpés et élaborés exclusivement en France (garantie « 5F »).

► COMMENTAIRE

Unir deux savoir-faire pour offrir des produits à valeur ajoutée destinés au marché national, exclusivement à partir de porcs français : tel est l'objectif que se fixent conjointement le groupe Avril, un des acteurs majeurs de l'abattage et de la découpe via sa filiale Abera, et Tönnies, géant européen de la filière porcine et spécialiste reconnu de l'élaboré frais.

Le groupe allemand y trouvera l'opportunité de sécuriser un approvisionnement exclusivement français, pour les réseaux de distribution qu'il approvisionne en France via sa filiale Tillman's, en particulier les enseignes Lidl et Aldi. Pour le groupe Avril, cette initiative vise à proposer une réponse innovante à la problématique de la filière porcine française, toujours légèrement excédentaire en volumes de viande de porc, mais de plus en plus importatrice de produits à valeur ajoutée. Ainsi, alors que le nombre d'animaux abattus est suffisant en théorie pour répondre à la consommation française de viande de porc, un déficit en valeur est apparu voici une quinzaine d'années et s'accroît chaque année jusqu'à représenter aujourd'hui plusieurs centaines de millions d'euros. Le cahier des charges fera aussi intervenir l'expertise de Sanders, autre filiale du groupe Avril, qui approvisionne en aliments les élevages porcins fournisseurs d'Abera.

Avec une mise de départ de 6 M€, l'usine, qui sera construite dans le Grand Ouest, offrira de nouvelles perspectives de débouchés aux producteurs - adhérents au groupement Porc Armor qui livre à Abera - s'engageant à respecter le cahier des charges proposé par Avril. Une fois le régime de croisière atteint, le volume de viande porcine transformée devrait représenter jusqu'à 20 % du volume annuel traité par Abera.



Filière viande

La viande rouge « probablement cancérigène » selon le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC)

Si l'affirmation n'est pas nouvelle, sa publication sur le site de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) lui donne un poids accru, alors que la consommation de viande rouge marque le pas dans certains des pays les plus riches, tout en continuant de progresser au niveau mondial. Les risques liés à la viande de volaille et de poisson n'ont pas été évalués.

► COMMENTAIRE

Le texte qui a été communiqué par le CIRC appuie ses conclusions sur l'examen de plus de 800 études épidémiologiques sur la solidité des liens entre l'exposition aux produits et l'apparition du cancer. Pour la viande transformée (salée, fumée, fermentée...), les preuves sont suffisantes pour établir un lien certain, particulièrement avec le cancer colorectal. Pour la viande rouge, la démonstration n'est pas faite, des biais restant possibles dans les études existantes.



La solidité du lien doit être clairement distinguée de l'intensité du risque. La viande, rouge ou transformée, reste un facteur mineur de cancer: 34 000 morts par an selon l'OMS pour la viande transformée, et peut-être 50 000 pour la viande rouge, à comparer à 1 million pour le tabac et 600 000 pour l'alcool. Selon les experts du CIRC, on peut estimer que chaque portion de 50 grammes de viande transformée consommée quotidiennement accroît le risque de cancer colorectal de 18 %.

Simultanément, la viande rouge est aussi reconnue bénéfique pour l'organisme, par sa richesse en protéines, en vitamines ainsi qu'en fer qui contribue à la qualité des cellules sanguines porteuses d'oxygène. Mais la consommation excessive de viande rouge est également déconseillée notamment du fait de la graisse qu'elle peut contenir, qui augmente les risques de maladies coronariennes, de diabète, etc. La cuisson peut contribuer au risque, ainsi que, pour les viandes transformées, le sel ajouté.

L'être humain étant omnivore, la viande entre naturellement dans son régime alimentaire. Mais celui-ci doit avant tout rester varié, car tout déséquilibre peut entraîner surexpositions et carences, ce qui facilite l'émergence de tumeurs cancéreuses et autres pathologies.

Ces phénomènes étaient connus, mais leur expression par le CIRC est importante car cet organisme n'est guère suspecté de conflits d'intérêts.

Bière AB InBev s'offre SABMiller pour une mégafusion

Le leader mondial de la bière va fusionner avec SABMiller, numéro deux mondial, après avoir relevé son offre à quatre reprises pour emporter l'adhésion de la cible. L'accord conclu valorise SABMiller à 71,2 Md£ (99 Md€), soit 44£ par action, faisant ressortir une prime de 50 % sur le dernier cours connu, avant suspension de cotation. L'offre entièrement en numéraire, avec une alternative partielle en titres, a déjà reçu l'aval d'Altria, principal actionnaire avec une détention de 27 % du capital. La transaction, soumise à l'accord de multiples autorités de régulation de la concurrence, devrait regrouper les marques de bière américaine Budweiser, mexicaine Corona et belge Stella Artois du belgo-brésilien AB InBev, avec les italienne Peroni, tchèque Pilsner Urquell et australienne Foster's du britannique SABMiller. Pour faciliter l'agrément des autorités antitrust, AB InBev a dès à présent négocié la vente conditionnelle de sa participation majoritaire dans MillerCoors aux USA à Molson Coors pour 12 GUSD et annoncé son souhait de céder les marques premium Peroni et Grolsch présentes en Europe.

► COMMENTAIRE

Si la transaction constitue l'une des plus importantes fusions historiques en montant, elle donne surtout naissance à un colosse qui va peser 30 % du marché de la bière, avec 600 Mhl produits, pour près de 65 GUSD de chiffre d'affaires. Il distancera nettement ses rivaux Heineken et Carlsberg qui détiennent des parts de marché de respectivement 10 % et 6 %.

AB InBev, très présent en Amérique du Nord et en Europe, marchés matures voire en régression, mais aussi au Brésil, et en Chine, pays prometteurs mais subissant un ralentissement économique, peinait à y développer ses activités par croissance organique. SABMiller, davantage positionné sur les marchés brassicoles les plus dynamiques, avec des positions fortes en Afrique, Asie, Amérique latine, constitue une cible très complémentaire aux positions d'AB InBev.



Néanmoins, les discussions avec certaines autorités de régulation de la concurrence devraient être âpres, notamment aux USA où la combinaison des protagonistes consolidera 80 % du marché brassicole, mais aussi dans certains pays européens, en Chine et au Brésil, pour les plus importants recouvrements. D'ailleurs, AB InBev s'emploie dès à présent à céder des actifs sur ces marchés, espérant obtenir plus aisément l'autorisation des autorités antitrust, en devançant les demandes de désinvestissements. Les décisions des autorités de la concurrence devraient être riches d'enseignements sur les limites de concentration qui apparaîtront acceptables. Certaines spéculations évoquent déjà, à ce titre, la cession des participations dans la coentreprise Snow (49 %), bière chinoise la plus vendue au monde, en plus de celle de Miller-Coors aux USA. La complexité du dossier ne permet pas d'envisager une finalisation de la cession avant fin 2016.

Les synergies attendues de cette fusion ne manqueront pas d'affecter les fournisseurs, avec l'alignement des conditions sur les offres les moins disantes, mais aussi les réseaux de distributeurs doublonnant, notamment aux États-Unis.

L'Europe ne représentant que 17 % des ventes de SabMiller, les enjeux se porteront davantage sur la rationalisation du dispositif industriel, avec la fermeture des sites les plus anciens dans un marché européen en panne de croissance. La France, où ces deux acteurs ne comptent aucune brasserie, ne devrait être que peu affectée. Peut-être faut-il plus s'inquiéter de l'effet cascade de cette fusion, sur les autres brasseurs ? Heineken et Carlsberg pourraient décider de reprendre des actifs, de se rationaliser, voire peut-être de fusionner... De quoi faire mousser le secteur pour quelques temps, la hiérarchie étant désormais bien établie.

Prix agricoles Le prix du sucre remonte enfin

Le prix du sucre brut a amorcé depuis début septembre une remontée rapide qui l'a mené de 250 USD/t fin août à 320 USD/t fin novembre. Ce mouvement intervient sur fond de déficit qui se profile dans la production mondiale de sucre, pour la première fois depuis 6 ans, et pourrait mettre fin à une baisse qui se prolonge depuis le sommet atteint en 2010 (plus de 650 USD/t).

► COMMENTAIRE

Le déficit pour 2015/16 est annoncé par la plupart des prévisionnistes, entre 3 et 6 Mt sur une production de 170 Mt. Il résulte d'un fléchissement de la production, en particulier chez les trois premiers producteurs mondiaux : le Brésil, où pour l'instant la récolte est retardée par les pluies, l'Inde où la sécheresse va provoquer une baisse, et l'Europe, où la sécheresse estivale s'ajoute à des mises en culture réduites par suite des prix bas régnant sur le marché intérieur. Dans le cas du Brésil et de l'Inde, il s'agit de manifestations assez typiques du phénomène El Niño.

D'autres considérations économiques s'ajoutent : l'éthanol a été relancé ces derniers mois au Brésil par des mesures fiscales qui lui ont rendu une certaine compétitivité face à l'essence. La part de la production de sucre passant en éthanol pourrait ainsi s'approcher de 60 %. La baisse du réel, qui entraînait le prix international du sucre vers le bas vu le rôle du Brésil sur le marché mondial, s'est aussi interrompue depuis septembre.

Enfin, le mouvement a été fortement accéléré par les intervenants financiers : depuis septembre, les spéculateurs à court terme à Chicago (marché qui sert d'indicateur pour les autres places compte tenu des informations qu'il fournit) se sont reportés fortement à l'achat, alors qu'ils hésitaient entre neutres et vendeurs depuis le début de l'année.

Le mouvement sur le prix du sucre reste ainsi à la merci de fluctuations de devises et d'anticipations financières qui créent une forte volatilité actuellement, mais aussi des stocks élevés accumulés depuis plusieurs années : il convient donc d'être prudent pour la suite.



Négoce

Mouvements d'adaptation dans le négoce agricole international

Plusieurs grands négociants actifs dans les produits agricoles ont lancé des opérations de cession, restructuration ou réorganisation de leur actionariat : Glencore cherche à céder une part minoritaire de son activité de négoce agricole, Cargill réorganise sa direction et envisagerait des licenciements, Louis Dreyfus recherche de nouveaux minoritaires. Ces mouvements sont lancés sur fond de marchés agricoles déprimés.

► COMMENTAIRE

Le contexte fortement baissier des matières minérales (beaucoup plus encore que pour les prix agricoles) affecte fortement le groupe Glencore. Son cours de bourse a considérablement chuté et il doit faire face à une dette de 50 GUSD, d'où sa démarche en vue de vendre différents actifs. Il avait acheté le négociant canadien Viterra en 2012 pour environ 5 GUSD ; aujourd'hui l'ensemble de son activité agricole est estimée à 10 GUSD.



Louis Dreyfus Commodities également envisage des opérations capitalistiques, pour des raisons différentes : il s'agit de permettre la sortie de minoritaires au sein de cette structure familiale. Ceci intervient sur fond de résultats en baisse, imputés à la mauvaise conjoncture au Brésil et aux difficultés dans l'éthanol.

Quant à Cargill, on sait simplement qu'une réorganisation de la direction est en cours, et il est question de 4 000 suppressions de postes, ce qui est peu commun mais pas inédit pour cette entreprise : en 2011, 2 000 emplois avaient été supprimés.

Ces groupes, qualifiés de négociants, se sont en fait fortement intégrés dans la transformation et sont devenus industriels, au moins de la première transformation (trituration, production d'agrocarburants). Ils ne sont pas principalement producteurs en direct de matières agricoles (malgré les plantations de canne de Dreyfus au Brésil, les exploitations de Glencore en Russie..) et donc modérément frappés en direct par la baisse des prix agricoles (contrairement au cas des activités minières). Mais le négoce est affecté indirectement dans sa rentabilité par la baisse des prix : celle-ci s'accompagne d'une moindre volatilité, offrant ainsi moins d'occasions pour les activités de trading (à caractère spéculatif).

Ces mouvements capitalistiques vont ouvrir la porte à des remaniements nouveaux dans le contrôle de l'industrie mondiale des grains et autres produits agricoles de base. Dans le cas de Glencore, les candidats envisagés comportent l'entreprise d'État chinoise Cofco, qui a pour l'instant démenti (elle avait acheté le négociant néerlandais Nidera et l'activité agricole de Noble, autre négociant généraliste en difficulté). Il est question aussi des grands négociants japonais (comme Mitsui, qui a récemment acheté Olam), et aussi de fonds souverains, saoudien ou qatari. Des fonds souverains sont aussi évoqués dans le cas de Louis Dreyfus. Tous ces acheteurs peuvent trouver là l'occasion de prendre ou renforcer leur position dans ce secteur stratégique, à un coût abordable compte tenu de la conjoncture.

Agro-équipement

AGCO a signé un protocole d'entente avec le groupe Alibaba pour une offre multi-segments « Internet-plus-Agriculture »

Cette offre conjointe destinée au marché rural chinois est composée de matériel et de conseils agronomiques sensés permettre une amélioration des pratiques agricoles dans ce pays. Elle est soutenue par l'État chinois qui a clairement exprimé son intention de donner la priorité à l'investissement dans les zones agricoles et rurales : il s'agit de développer le financement de projets pilotes, le financement et la location de machines agricoles de grande taille. Le but est également d'encourager fortement le prêt des machines agricoles dans le cadre de la réforme des systèmes de financement rural. Les produits AGCO seront présentés sur la plateforme de commerce en ligne d'Alibaba la Rural Taobao, qui vise à offrir des ressources agricoles et des biens de consommation aux villageois dans les zones rurales. Dans le même temps, les deux parties ont convenu d'étendre leur coopération en matière d'informatique (cloud et big data), afin de promouvoir le développement de l'« agriculture moderne et intelligente » en Chine. Les deux parties prévoient d'étendre leur coopération à la finance rurale et à d'autres domaines.

► COMMENTAIRE

Depuis mars 2015, date à laquelle le Conseil d'État chinois a lancé le programme « Made in China 2025 », l'État chinois a déclaré que l'industrie de production de matériel agricole sera une priorité dans le cadre d'un développement « big data ».

Le protocole d'entente avec Alibaba, au travers de sa plateforme en ligne cun.taobao.com, permet à AGCO de distribuer sa gamme complète de matériel et de se lancer sur le marché du financement. La stratégie commerciale d'AGCO vise à progresser en part de marché, en fournissant des solutions complètes, ainsi que du matériel de haute qualité à prix modéré. La demande en machines agricoles haut de gamme en Chine est importante, alors que l'offre est encore faible.

Par cet accord, AGCO renforce aussi son réseau de concessionnaires et intensifie ses investissements industriels avec la création d'une unité de fabrication de grande capacité à Changzhou, ce qui lui permettra de desservir le marché chinois et certains marchés à l'exportation.

La croissance d'AGCO en Chine est constante depuis quelques années mais il aborde cette fois-ci le marché du financement et de la location. Avec 4 marques clés dans ce pays - Massey Ferguson, Valtra, la marque locale Dafeng Kingi, et la fourniture des équipements de stockage agroalimentaire GSI - il dispose de produits à la fois sur l'entrée, le milieu et le haut de gamme. AGCO devrait continuer à progresser sur ce marché dont la croissance se concentre sur le gros matériel avec une progression de près de 37 % des matériels de 100 ch sur les 8 premiers mois de 2015.

Dans un contexte où l'autosuffisance alimentaire reste une préoccupation majeure du gouvernement chinois, AGCO offre également une approche de type agriculture de précision intégrée, qui pourrait permettre d'optimiser l'efficacité opérationnelle et la gestion de la logistique dans l'ensemble du cycle de production des cultures, et d'obtenir ainsi un rendement plus élevé à des coûts moindres.



Oléagineux Les feux de plantation catastrophiques en Indonésie cette année

De façon récurrente, les feux de forêt en Indonésie provoquent une pollution majeure dans toute la région (phénomène appelé « South-East Asian Haze », ou brouillard de l'Asie du Sud-Est). En 2015, le phénomène a atteint un record en termes de nombre de feux, et ne le cède qu'à l'épisode de 1997 pour les émissions de gaz à effet de serre associées. La pollution a dépassé la Malaisie et Singapour pour atteindre la Thaïlande, le Vietnam et les Philippines, en provoquant des centaines de milliers d'intoxications selon les données officielles. Ce phénomène est en lien avec la production d'huile de palme, qui continue pour l'instant à augmenter, avec un prix actuellement en baisse.

► COMMENTAIRE

Le phénomène intervient habituellement en septembre et octobre, et s'est trouvé à partir de novembre freiné par des pluies. L'épisode El Niño actuel est incriminé, à travers la sécheresse, dans l'intensité qu'il a atteinte cette année, avec plus de 120 000 feux au total jusqu'au 16 novembre. Le précédent record d'« Asian Haze » se situait en 1997, année du plus fort El Niño mesuré. Mais la cause initiale est la pratique du brûlis pour dégager des terres à partir de la forêt ou d'anciennes plantations. Les dégâts vont en s'aggravant parce que cela concerne de plus en plus (sous la pression de la recherche de terres) des zones tourbeuses dont la combustion est incontrôlable.

Les responsabilités sont réparties : les grands planteurs comme les petits cultivateurs sont impliqués. Des effets indirects jouent aussi : les petits cultivateurs peuvent être poussés à rechercher de nouvelles terres par l'extension des grandes plantations.

Les autorités indonésiennes comme l'industrie sont sous pression. Le gouvernement fait face aux plaintes de ses voisins suite aux nuisances, mais l'Indonésie n'a ratifié l'Accord Asiatique sur la pollution transfrontière par les fumées (Asean Agreement on Transborder Haze Pollution), créé en 2002, qu'en 2014. Le gouvernement indonésien est ainsi arrivé à la conférence climatique de Paris (COP21) avec un bilan d'émission de gaz à effet de serre désastreux : selon l'estimation de Global Fire Data (émanant de la NASA et de l'European Research Council), les feux de 2015 auront émis en Indonésie des gaz à effet de serre qui situent le pays entre l'Inde et le Japon. Les feux sont légalement limités à du nettoyage à petite échelle, mais pas interdits, y compris pour les planteurs détenteurs d'une certification environnementale.

Les planteurs de palmiers à huile sont très concernés (avec le secteur forestier). Si le phénomène est suivi par satellite, il manque une documentation précise des origines de feux - et les poursuites qui pourraient en résulter. La Table ronde pour une huile de palme soutenable (RSPO), qui est le schéma de certification de référence, a annoncé en 2014 un suivi cartographique des feux, des concessions et des plantations certifiées, afin de s'assurer que la certification contribue bien à améliorer la situation. Il est reconnu que des feux éclatent dans des zones protégées ou certifiées.

Cependant le marché évolue : Gapki, l'Association Indonésienne pour l'Huile de Palme, qui a quitté la RSPO en 2011, vient en novembre d'établir avec son homologue malaisienne le Conseil des Pays Producteurs d'Huile de Palme, que l'on peut considérer comme un cartel (les deux pays assurent 85 % de la production mondiale et la totalité des exportations). Cette organisation devrait établir sa propre certification à l'intention des marchés indien et chinois, qui achètent 1/3 de l'huile de palme exportée. Cela n'annonce pas forcément un progrès suffisant dans les pratiques de production.



Cependant, les prévisions de production d'huile de palme continuent, malgré l'effet dépressif d'El Niño en 2015, à afficher une croissance importante (+6 % selon l'USDA en 2015/16, +5,5 % sur les 4 dernières années). L'extension des plantations joue en effet un rôle majeur dans la croissance de la production, compensant les conditions climatiques plus difficiles. Le prix est en baisse, comme celui des autres produits oléagineux, dans un contexte d'abondance mondiale. L'Indonésie cherche à relancer l'agrogazole au niveau national, pour faire remonter les prix : les impacts de la filière n'ont pas fini de défrayer la chronique.



GRAINS MONDIAUX : À L'HEURE DE L'ABONDANCE, QUE VA CONSOMMER LA CHINE ?

Le prix des céréales et du soja poursuit sa tendance baissière, liée à la poursuite de récoltes particulièrement abondantes depuis la 2^e ou 3^e année consécutive. Le maïs est un peu plus soutenu, car l'Europe et la zone Mer Noire ont souffert d'une grave sécheresse. Les stocks devraient rester élevés, ce qui relativise les inquiétudes suscitées par les aléas météorologiques de la suite de la saison : El Niño qui pourrait frapper l'hémisphère sud, et la récolte de blé 2016 toujours compromise par la sécheresse autour de l'Ukraine.

Le niveau de la demande est essentiel dans ce contexte et le paradoxe est de voir les principales anticipations de soutien de la consommation se situer en Chine. En fait, le ralentissement économique en cours y frappe peu la consommation alimentaire, qui reste soutenue sans même avoir besoin de la politique de développement qui vise la demande intérieure. Mais les incertitudes viennent surtout du tournant dans la politique agricole, qui a du mal à se matérialiser clairement.

La volonté est de baisser les stocks de maïs pléthoriques et le prix intérieur encore très élevé, tout en continuant à freiner les importations. Pour l'instant ceci n'a empêché ni l'augmentation du stock de maïs (aidée par une bonne récolte) ni la poursuite d'intenses achats de produits de substitution au maïs (dont bénéficie particulièrement l'orge française). Un tournant semble en cours en novembre, avec la prise de mesures précises (baisse du prix du maïs, licences nécessaires pour les importations). La chute drastique du cheptel de porcs reproducteurs (-10 à 15 % en un an en 2015) pourra-t-elle cadrer avec la poursuite d'une forte augmentation de la consommation de grains ?

■ DES PRIX OSCILLANTS, MAIS PAS À LA HAUSSE

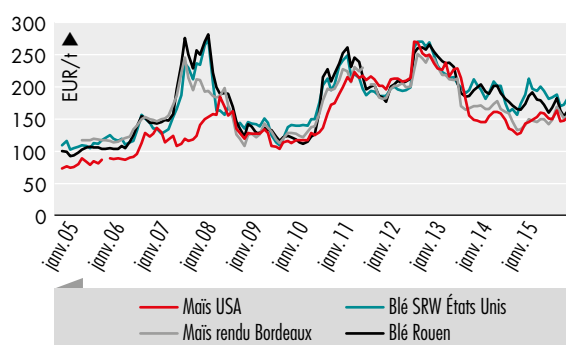
Depuis le premier semestre jusqu'en novembre, les prix des céréales se maintiennent autour de 150 €/t. Le colza parvient à renforcer un peu son cours, à 275 €/t.

Sur le prix en dollars, c'est une lente érosion qui s'observe depuis le début de l'année, surtout pour le soja et le blé, le maïs ayant atteint un étiage. Tout ceci nous place à peu près au niveau observé lors de la crise de 2009 - mais toujours au-dessus de la période pré-2006. Le cours élevé du dollar par rapport aux autres devises, et depuis mi 2014 contre euro, pèse sur les prix exprimés dans la monnaie de référence, mais fait bien les affaires des autres pays producteurs et en particulier de la France.

Le blé et le maïs voient leur prix se rapprocher, car le premier se trouve spécialement abondant cette année.

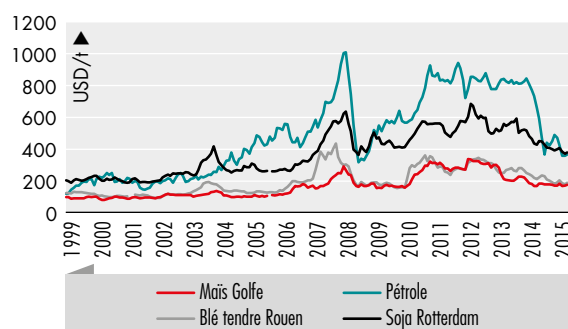
Le blé et le maïs voient leur prix se rapprocher

■ Prix du blé et du maïs



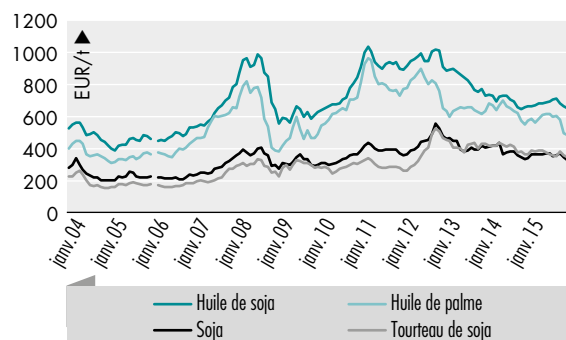
Source : Banque mondiale, Agreste.

■ Prix soja, blé, maïs, pétrole



Source : Banque mondiale, Agreste.

■ Prix des principaux oléagineux



Source : World Bank, Public Ledger.

LA POURSUITE DES BONNES RÉCOLTES, PRINCIPAL FACTEUR BAISSIER

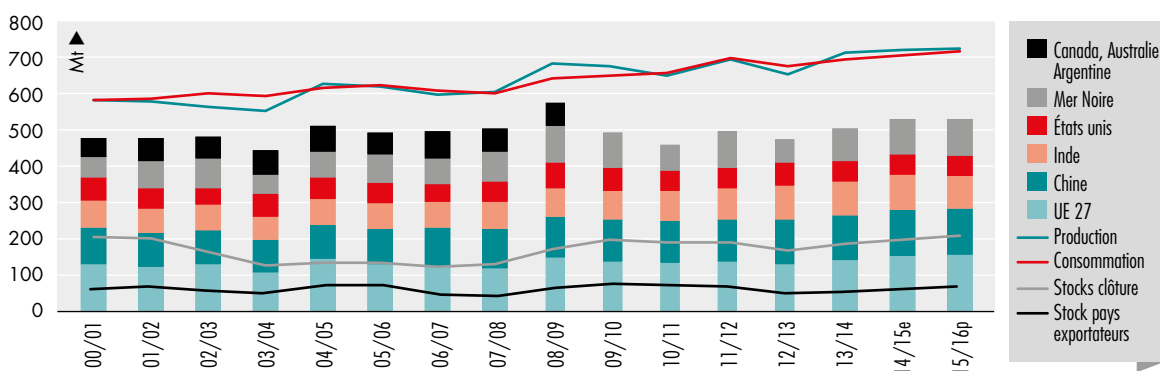
Les estimations 2015/16 convergent vers une poursuite des excellentes récoltes, avec un plateau à l'altitude record.

Les prévisions ont été renforcées : poursuite de l'augmentation pour la récolte de blé, maintien en soja. Seul parmi les produits majeurs, le maïs est attendu en léger fléchissement, avec un stock qui pourrait être légèrement en baisse lui aussi, mais en restant à un niveau très élevé. Le colza aussi serait en repli par rapport aux deux dernières années - mais cela reste la 3^e récolte en volume.

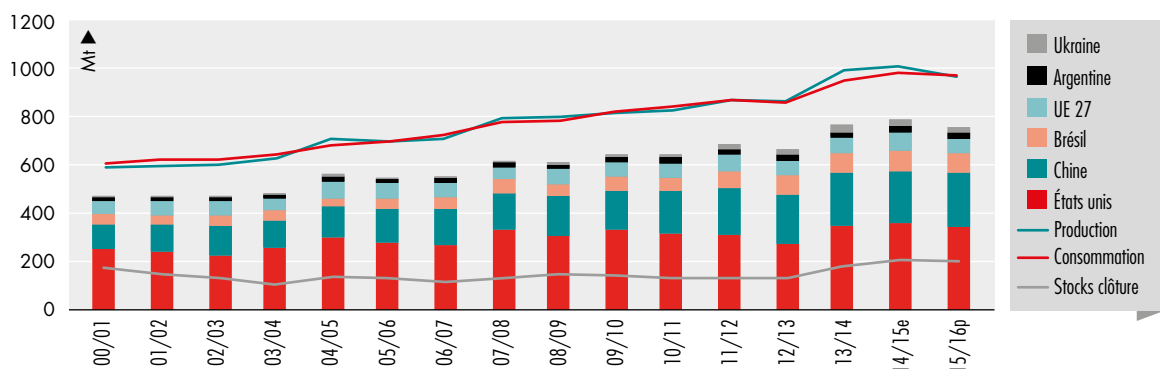
L'année de culture a pourtant connu des aléas sérieux, avec notamment la chaleur et la sécheresse en Europe et dans la région de la mer Noire : mais ces conditions hostiles sont arrivées suffisamment tard pour épargner les cultures d'hiver (en particulier le blé). **La chaleur et le manque d'eau ont frappé en revanche le maïs avec un sérieux fléchissement** dans ces mêmes régions.

Seul parmi les produits majeurs, le maïs est attendu en léger fléchissement

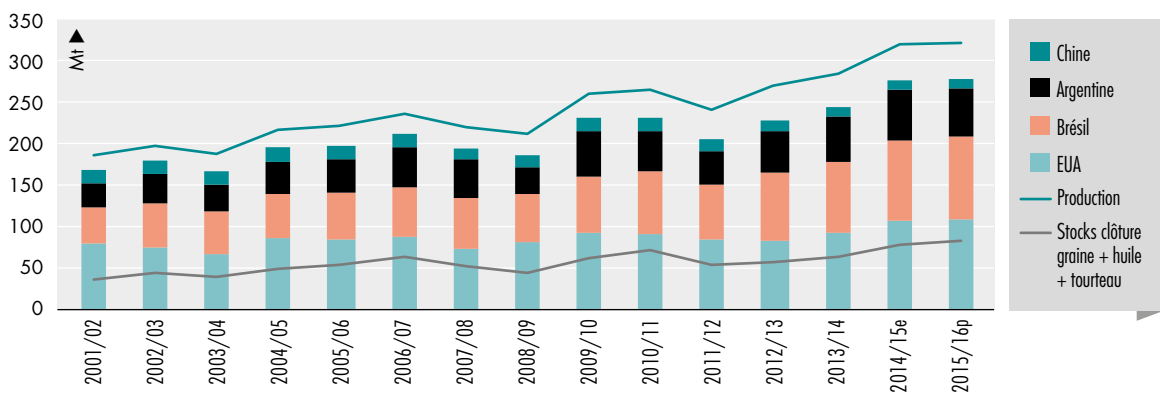
Production et consommation mondiales de blé



Production et consommation mondiales de maïs



Graine de soja : production et stock



Les mesures de limitation des exportations devraient jouer de façon moins forte cette année.

En cours de saison 2014/15, la Russie avait mis en place une taxe à l'exportation : celle-ci a été fortement allégée début octobre. La Russie n'a pas encore reconstitué ses stocks de blé depuis la mauvaise année 2012. Elle avait alors accepté (contrairement à 2010) de ne pas procéder à un embargo sur les exportations. Mais ses stocks remontent petit à petit et les entrées de devises ne sont sans doute pas indifférentes pour le pays, compte tenu du bas prix des produits pétroliers.

L'incertitude reste cependant forte quant aux choix de taxe qui seront faits en Russie, au point que certains analystes se demandent si par la suite, la Russie ne va pas (comme l'Ukraine l'a fait) développer davantage la culture du maïs

dans une optique d'exportation, vu les taxes pesant sur le blé.

L'Ukraine aussi surveille ses exportations mais en utilisant des plafonds établis d'un commun accord avec les négociants : pour l'instant ces plafonds ne sont pas limitants compte tenu des perspectives de volumes à exporter. Mais pour 2015-16, un accord n'a pas pu être signé en octobre, laissant une certaine incertitude apparaître.

L'Argentine aussi pourrait revenir sur le niveau des taxes à l'exportation appliquées aux grains, après les élections de fin novembre.

Pour tous ces pays exportateurs en difficulté, l'ouverture à l'exportation se combine avec des dévaluations observées ou en perspective (on peut ajouter ici le Brésil). Des facteurs qui poussent aux prix bas sur le marché international.

I Un tournant libéral en Argentine

Les récentes élections, qui ont vu l'arrivée au pouvoir du candidat partisan d'un libéralisme économique accru, devraient amener des changements importants. Les grandes cultures, richesse et source de devises majeures pour le pays, devraient en effet être libéralisées.

Jusqu'ici, le blé et le maïs étaient encadrés à l'exportation par des quotas ajustables, destinés à contrôler les prix intérieurs. En outre, la taxe à l'exportation s'élevait à 23 % pour le blé et 20 % pour le maïs. Pour le soja, la taxe à l'exportation atteignait 35 %, avec une légère dégressivité pour l'huile et le tourteau (32 %) et un taux nettement abaissé pour l'agrozole (16 %, abaissé à 11 % courant 2015).

Cet encadrement a encouragé fortement la transformation du soja - mais l'Argentine a été attaquée devant l'OMC

par ses concurrents pour son soutien à l'agrozole. Elle a aussi mené à une limitation des surfaces semées en blé et en maïs, le pays s'orientant vers une quasi-monoculture du soja, plus rentable.

Enfin, les producteurs argentins ont ces dernières années accumulé des stocks importants de tous les grains, ceux-ci offrant la réserve de valeur la plus fiable pour eux, tout en enchaînant mouvements de protestation et grèves des livraisons.

La libéralisation du secteur, accompagnée de la baisse annoncée du cours du peso, devrait encourager les exportations, et par la suite la production, et contribuer à peser sur les prix internationaux.

Le début des semis d'automne intervient aussi sur le marché, car une sécheresse importante se poursuit en Ukraine et en Russie

Des aléas climatiques se profilent pour la suite, mais pas encore de façon très inquiétante.

Les prévisions pour 2015/16 sont maintenant peu sujettes à fortes surprises, l'essentiel étant récolté ou en cours de récolte dans l'hémisphère nord : restent l'Argentine et l'Australie, importantes mais pas déterminantes pour le blé dans un contexte d'abondance acquise. En revanche au Brésil et en Argentine le maïs et le soja sont seulement en début de croissance : ce sont des origines majeures, tout n'est donc pas joué.

Des perturbations fortes pourraient être apportées en cette fin d'année par le phénomène El Niño qui est en train de prendre son essor. Il doit s'agir, selon les estimations des scientifiques, d'un des 3 épisodes les plus intenses depuis 1950. De fait l'écart de températures sur trois mois dans le Pacifique, indicateur clé suivi en permanence par les météorologues, avait en septembre seulement un mois de retard sur le profil de 1998 qui constitue le record. Les perturbations peuvent être intenses, mais globalement difficiles à prévoir dans leurs impacts, même dans la zone Asie-Océanie, la plus affectée normalement.

Un frémissement des prix peut en découler, et c'est sans doute le cas pour l'huile de palme : l'écart de prix qui devenait important avec l'huile de soja se résorbe. Cependant, l'essor des plantations joue aussi sur le prix : on parle de 1,3 Mha plantés en 2013, qui entreraient en production en 2016. La pression de l'huile de palme sur les forêts indonésiennes continue.

Le début des semis d'automne intervient aussi sur le marché, car une sécheresse importante se poursuit en Ukraine et en Russie et menace aussi aux États-Unis, rendant difficiles les semis de blé, d'orge et de colza et compromet la future récolte. Des pluies sont intervenues, mais insuffisamment. Courant novembre, la récolte ukrainienne de blé est envisagée en baisse de 27 à 19 Mt par Ukragroconsult.

Une nouvelle tension sur les prix peut donc intervenir, et est attendue par certains producteurs, qui préfèrent attendre des prix meilleurs pour commercialiser : cette attitude est à double tranchant.



LA DEMANDE DEVRAIT RALENTIR

Les prévisions initiales de consommation sont pour l'instant maintenues : pour le blé, un rythme régulier d'environ 1,5 %, prolongeant les tendances antérieures. Concernant le maïs, après les pointes de consommation intervenues lors des deux dernières années (+10 % et +3 %), une légère baisse (-0,5 à -1 %) est maintenant envisagée, ce qui mettrait la consommation à hauteur de la production en 2015/16. Pour le soja aussi, une croissance de la consommation est prévue, mais moindre que celle des années précédentes.

La consommation en Europe est envisagée en repli, avec une baisse en maïs pas entièrement compensée par l'augmentation en blé. La consommation aux États-Unis évolueraient peu vu le manque de ressource (l'éthanol connaîtrait selon les prévisions de novembre une légère baisse dans ses utilisations de maïs par rapport à l'année dernière).

Les principaux pôles de croissance prévus sont l'Argentine et le Brésil, pour les utilisations par l'élevage, et... la Chine, pour tous les produits.

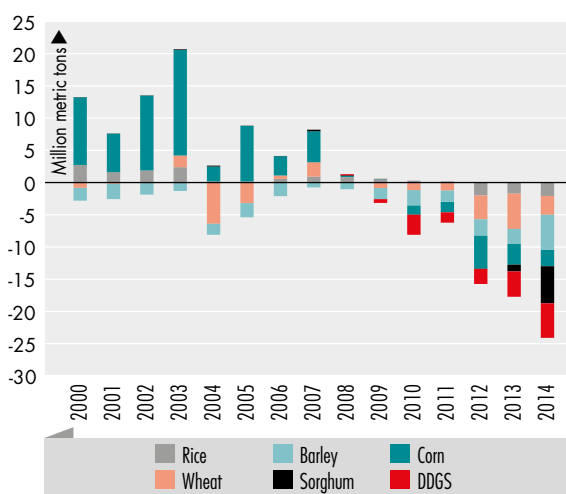
LA CHINE, À LA CROISÉE DE PLUSIEURS TENDANCES

Les prévisions pour 2015/16 sont paradoxales. Selon le CIC comme selon l'USDA, la Chine va augmenter en 2015/16 à la fois sa consommation et ses stocks de grains. Si le blé plafonne, la consommation de maïs serait à +4-6 % et le soja à +5 %. Les stocks, déjà les plus élevés du monde en céréales, iraient en augmentant plutôt qu'en diminuant, et fortement (+12 % à 17 % en blé/maïs, selon les sources, pour la fin de 2015/16), contrairement à l'orientation politique annoncée par le pays.

La Chine fait certes partie en 2015 des pays favorisés pour ce qui est des récoltes, en blé comme en maïs, ce qui fait qu'elle n'aura de toute façon pas besoin d'importer beaucoup de ces grains, comme précédemment.

Mais ces dernières années, elle avait développé des achats d'orge fourragère (notamment française) et de sorgho (étatsunien), concomitamment avec une baisse des achats de maïs américain. Ceci, en lien avec des embargos sur des OGM non autorisés. Certaines variétés ont été admises depuis, mais les importations de substitution ont continué. En orge, il s'agit d'un débouché majeur pour la récolte française très importante. Un fléchissement commence à apparaître : jusqu'où ira-t-il ?

Chine : importations nettes de céréales



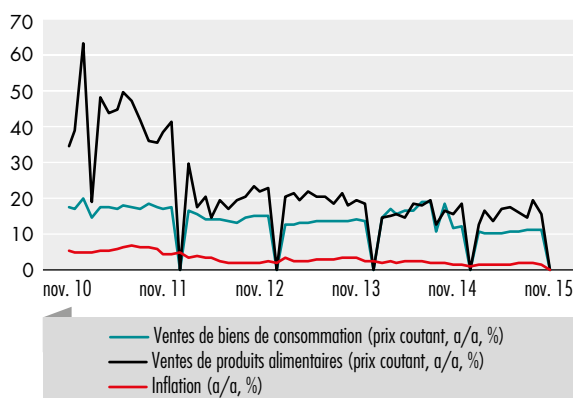
Source : USDA.

La consommation alimentaire échapperait au ralentissement chinois.

Le scénario pour l'économie globale de la Chine est celui d'une croissance limitée à 6,8 % en 2015, suivie de 6,5 % en 2016, puis un ralentissement progressif les

années suivantes. Les importations baissent, mais en partie du fait qu'elles alimentaient les productions exportées, qui ralentissent. La baisse du yuan reste un facteur de 2^e rang.

Chine : ventes de biens alimentaires



Source : NBS.

Ce ralentissement va de pair avec la mutation voulue pour l'économie vers davantage de biens de consommation. Les biens alimentaires ne sont pas cités parmi ceux que le gouvernement aimerait voir monter, et qui sont plutôt les nouvelles technologies de l'information, les services, les énergies nouvelles, la biotechnologie ou encore la protection de l'environnement.

Pourtant, l'alimentaire reste orienté à la hausse : au-dessus de 10 % annuels pour les biens de consommation, et plus de 15 %, jusqu'ici, pour les biens alimentaires. Ces chiffres (source NBS) sont exprimés en valeur et nous n'avons pas de données en volume. Mais cela suggère tout de même un rythme de croissance élevé. Le marché de l'alimentation profiterait même des encouragements gouvernementaux au commerce électronique, qui n'oublierait pas le développement rural, avec l'offre de produits agricoles sur internet.

Les aléas dans la conjoncture chinoise en matière de grains sont liés essentiellement à des questions de politique agricole.

La protection du marché intérieur par des taxes à l'entrée dissuasives (au taux de 65 %) assorties d'un quota à taux réduit pour le blé et le maïs qui reste étroit (7,9 Mt) et la pratique de prix administrés élevés a conduit au développement de importations de substitutions citées ci-dessus, et à la constitution des stocks considérables (la Chine parle même de 600 Mt alors que les estimations internationales sont plutôt de l'ordre de 200 Mt : une forte incertitude affecte à la fois la quantité et la qualité).

L'alimentaire reste orienté à la hausse : au-dessus de 10 % annuels pour les biens de consommation, et plus de 15 %, jusqu'ici, pour les biens alimentaires

La Chine souhaite enrayer cette spirale et a tenté de commercialiser ces stocks (il est même question d'aides à l'utilisation), de réduire les achats publics, de freiner les importations par des complications administratives, voire même d'ouvrir la porte à des initiatives de production d'éthanol, auparavant exclue, mais sans résultat jusqu'à récemment.

Cela correspond à la politique annoncée depuis plusieurs années : baisse des stocks, baisse des prix intérieurs, modification des aides à l'agriculture vers davantage de soutien direct.

Après des essais sur le coton et le soja, c'est en septembre 2015 que les autorités chinoises ont annoncé une baisse de 11 % du prix de soutien pour le maïs dans 4 régions du nord très productrices. Le prix pour la campagne 2015/16 s'établirait ainsi à 2 000 RMB/t soit 290 €/t, ce qui reste élevé.

La poursuite de la baisse ne se fera que très progressivement et cela ne suffit pas pour infléchir la tendance. Cependant, la Chine a aussi introduit récemment des licences pour l'importation des produits de substitution au maïs. Il ne s'agit pas d'un frein direct, mais cela peut remettre en question la position prise par certains importateurs opportunistes peu structurés.

Tout ceci a provoqué une émotion chez les exportateurs, l'USDA comme les instances françaises manifestant en novembre la crainte d'un frein brutal sur les produits de substitution.

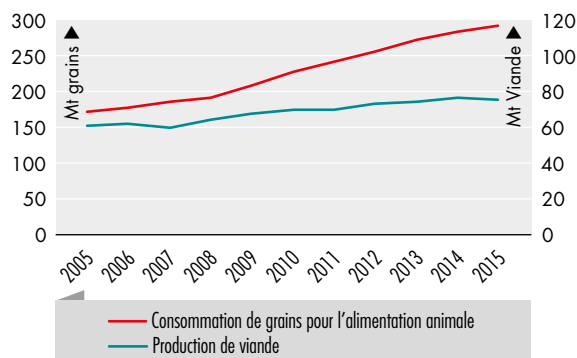
Mais intervient aussi un phénomène majeur : la baisse de la population porcine en Chine.

Entre l'été 2014 et l'été 2015, le cheptel de truies a baissé de plus de 10 %. Cet abattage massif (cela représente plus que la population entière de truies aux États-Unis) s'inscrit dans une tendance qui dure depuis 2010. Elle est liée notamment à l'application de la réglementation environnementale mise

en place fin 2013. Mais surtout elle est la conséquence du manque de rentabilité des élevages (y compris avec des faillites industrielles parmi les moins performants), car la marge est devenue insuffisante, compte tenu des prix intérieurs des grains.

La baisse du troupeau touche peut être à sa fin, car le prix intérieur du porc a augmenté cette année, mais les effets du nombre réduit de reproductrices sur la production de porcs seront durables. **Ceci conduit à s'interroger sur les prévisions de consommation de grains élevées prévues en 2015/16 : des faits difficiles à intégrer dans un même tableau.**

■ Viande et alimentation animale en Chine



Source : USDA.

Cependant, d'une façon générale, la consommation de grains pour l'alimentation animale croît en Chine nettement plus vite que la production de viande. Ceci peut s'expliquer par l'industrialisation de la production, les porcs familiaux consommant plus efficacement, en récupérant beaucoup de produits de rebut. Or la politique chinoise est clairement en faveur des grands élevages, avec des subventions qui croissent avec la taille (à partir de plusieurs milliers de truies), ce qui pose, entre autres, des risques sanitaires sérieux.

D'une façon générale, la consommation de grains pour l'alimentation animale croît en Chine nettement plus vite que la production de viande



FOCUS

BLÉ FRANÇAIS : L'ÉCOULEMENT NE SERA PAS FACILE

La remarquable récolte de blé 2015 se produit dans un contexte de marché qui n'est pas facile, l'euro bas ne suffisant pas à assurer la compétitivité face à d'autres devises bien plus dévaluées (Russie, Ukraine, demain Argentine) et aux concurrents européens. Le blé va essayer de gagner sur le maïs qui se fait plus rare, mais encore une fois la solution sera recherchée à l'exportation. L'ampleur des volumes en présence et les engorgements portuaires qui peuvent en résulter font que l'attente de prix améliorés peut être payante si des difficultés climatiques se précisent, mais risque d'être aléatoire.

■ UNE RÉCOLTE QUI A PRESQUE TOUT POUR PLAIRE

La moisson française de blé a battu largement ses précédents records en 2015, avec une prévision qui dépasse maintenant 41 Mt pour le blé tendre. Les surfaces étaient au plus haut niveau (5,2 Mha) et le rendement juste derrière celui de 2002 (7,9 t/ha contre 8,3 t/ha). Les orges aussi affichent un record à 11,9 Mt.

Ceci contraste avec la situation difficile du maïs, dont la récolte recule fortement : la sécheresse sévère qui a duré jusqu'à l'été a touché particulièrement le maïs, dont les rendements vont de 4 à 17 t/ha, la plante ne pouvant produire sans irrigation dans des conditions difficiles.

Contrairement à l'année précédente la qualité du blé est tout à fait correcte, avec de gros grains, une bonne qualité boulangère et une humidité limitée en général (le séchage restant nécessaire dans certaines régions comme le nord). Reste le taux de protéines, qui est structurellement en baisse et que le rendement élevé contribue à limiter. La moyenne est cette année de 11 %, meilleure au nord, plus faible à 10,5 % en région parisienne et Loiret.

Pour 2016, les semis d'hiver se présentent bien en blé et en orge, avec une sole en augmentation et des conditions de semis excellentes : en l'absence de difficultés ultérieures, une nouvelle bonne récolte pourrait en résulter.

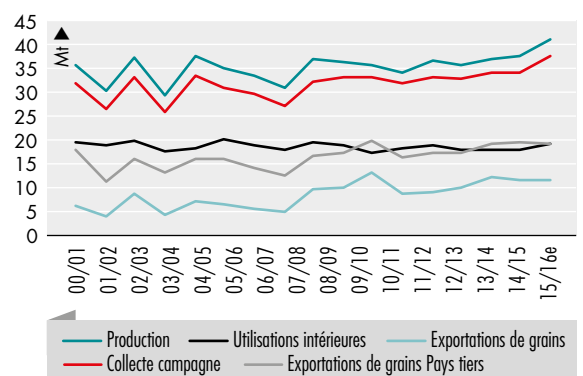
Pour 2016, les semis d'hiver se présentent bien en blé et en orge



Les utilisations intérieures sont prévues en hausse, via les utilisations en alimentation animale (consommation à la ferme + FAB, fabricants d'aliments du bétail). Il s'agit en fait d'un remplacement envisagé du maïs par le blé, compte tenu des disponibilités respectives et des prix devenus très proches. Mais ceci suppose que le prix du maïs, lui-même concurrencé dans ses débouchés par le maïs d'importation, ne se replie pas. Le suivi des certificats à l'importation délivrés par l'UE en novembre montre en effet des perspectives d'entrées accrues de maïs au niveau européen.

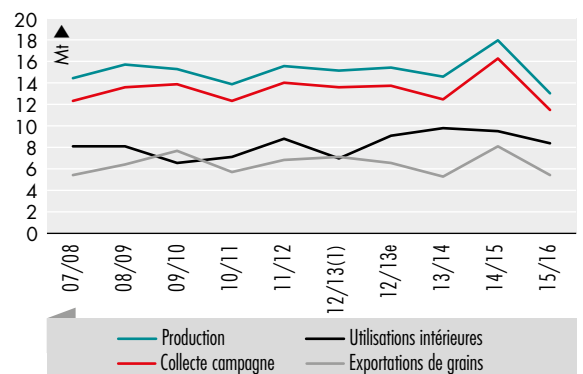
Les utilisations en panification sont aussi prévues en légère hausse sur la saison, mais sont pour l'instant plutôt en baisse.

■ Bilan français du blé tendre



Source : FAM, Agreste.

■ Bilan français du maïs



Source : FranceAgrimer.

Les exportations vers l'Europe sont prévues en repli, mais à un niveau cependant élevé, permis si tout va bien par la légère baisse de la production de blé dans les autres pays membres (la France est la seule à connaître une progression).

■ A NOUVEAU C'EST DU GRAND EXPORT QUE DÉPENDRA LE BILAN FINAL

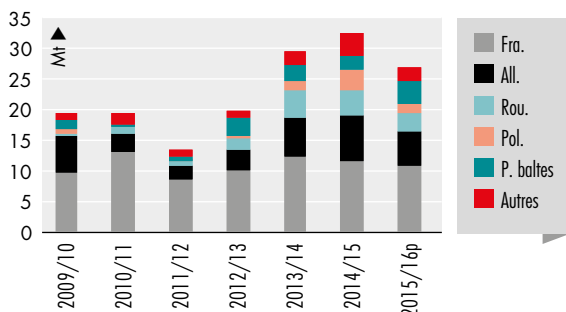
Le stock de report était resté très raisonnable, à 2,5 Mt

L'an dernier, la filière grains avait créé la surprise en écoulant la difficile récolte 2014 avec une exceptionnelle créativité et de nouveaux débouchés en blé fourrager. Le stock de report était resté très raisonnable, à 2,5 Mt.

Cette année, la situation est meilleure sur le plan de la qualité et l'euro bas a amélioré la compétitivité dès le début de la saison de commercialisation. Mais d'un autre côté le volume est encore plus important, la concurrence plus forte et les prix un peu plus bas, alors qu'il s'agit de vendre non pas du blé fourrager mais du blé meunier, en principe mieux valorisé. FranceAgriMer prévoit des exportations sur pays tiers en augmentation, mais légère (11,5 Mt vs 11,4 Mt), et cette prévision pourtant plutôt optimiste amènerait une augmentation du stock de report à 5 Mt, alors que celui-ci n'a pas dépassé 3,5 Mt depuis au moins 15 ans.

Côté concurrence, les États-Unis, le Canada et le reste de l'Europe (notamment la Pologne) seront en retrait dans leurs exportations de blé pour diverses raisons (ressource, devises). En revanche, l'Argentine probablement et les concurrents les plus directs que sont les pays de la Mer Noire vont être davantage présents : l'Ukraine grâce à sa bonne récolte (mais le niveau de qualité est rapporté en baisse), la Russie en fonction de moindres limitations à l'export (baisse présumée de la taxe), et les deux pays grâce à la forte dévaluation de leur devise. Les exportations russes et ukrainiennes ont démarré rapidement. Elles pourraient ensuite se replier, mais la Roumanie et la Bulgarie devraient être très présentes sur le marché dans les mois qui viennent.

I Blé, exportation sur pays tiers



Source : Stratégie Grains.

Depuis 2013/14, la concurrence européenne sur pays tiers a en effet nettement augmenté, avec surtout l'Allemagne, la Roumanie, ainsi que les pays Baltes, la Pologne, la Bulgarie.

Côté clients, l'Algérie revient en force : elle est très exigeante en qualité et l'offre de 2014 ne lui convenait pas. En revanche, l'Égypte, plus tolérante et qui avait contribué à sauver la situation l'an dernier, revient vers l'origine russe qui, au début novembre, a assuré 60 % de ses achats. Le Maroc, à la tête d'une très bonne récolte, avait placé des taxes à l'importation programmées pour baisser en novembre : ses achats pourraient se maintenir sur l'année, mais pas à un niveau très élevé. La Tunisie apporte une bonne surprise : le 17 novembre, France Export Céréales a annoncé la livraison d'ici février 2016 de 650 kt de blé à l'Office tunisien des céréales. Les deux années précédentes les ventes n'avaient guère dépassé 150 kt. L'Éthiopie aussi annonce des importations en forte hausse avec un appel d'offres pour 1 Mt de blé : la récolte est en baisse du fait d'une sécheresse imputée à El Niño. C'est toutefois surtout la Mer Noire qui est attendue sur ce contrat.

Les ventes à l'Asie qui avaient atteint 1,3 Mt en blé de qualité fourragère l'an dernier ne vont pas forcément se reproduire, même si l'Indonésie a récemment acheté 50 kt de blé français. S'y ajoute l'orge vers la Chine, un flux de plus de 2 Mt l'an dernier, dont la poursuite pose question (voir l'autre article grains dans ce numéro).

Dans ce contexte difficile, l'avancement de la campagne est complexe.

Depuis la moisson, on a assisté à une certaine rétention de la part des producteurs. Des volumes vendus à l'Algérie ont dû être achetés dans les Pays Baltes faute d'une offre adaptée en France. On constate également un engorgement des ports, d'abord par l'orge, puis par le blé. Mi-novembre, 3 grands opérateurs (Sénalia, Nord Céréales, Socomac) ont annoncé qu'ils refusaient de nouvelles livraisons, après une précédente fermeture un peu plus tôt dans la saison. Le problème de stockage s'est posé dès le début de la moisson.

Pourtant les expéditions progressent : sur les 4 premiers mois de la campagne, 2,7 Mt étaient embarquées, le même niveau qu'en 2014. Mais cette année, le volume à exporter est plus élevé, et un ralentissement se profile pour novembre.

Les prix, dans ce contexte, sont pour l'instant plutôt favorables au blé français, qui début novembre était dans un mouchoir avec le blé Mer Noire, à 195 USD/t. Mais la différence de coût du transport, même réduite avec la baisse des taux de fret, demeure un handicap en particulier sur l'Égypte.

La situation est cependant compliquée par une base très négative : il s'agit de la différence entre le prix spot et le prix à terme, qui a pu atteindre -28 €/t, reflétant un manque de demande immédiate. La variation de la base et le manque de convergence qui peut survenir lors de l'échéance du contrat à terme fragilisent les couvertures fondées sur ces contrats. La même situation de base très négative s'observe actuellement sur le blé d'exportation aux États-Unis.

Depuis 2014, les spéculateurs à court terme du marché de Chicago fluctuent dans leurs positions sur le blé, mais en n'étant presque jamais acheteurs nets. Ils ont été plus optimistes sur le prix en décembre 2014 et juin 2015, mais sont depuis en repli, alors que les investisseurs à long terme diminuent très progressivement leur position. Pour le marché européen, ce type d'information sur les positions des différentes catégories d'acteurs n'a pas encore été rendu disponible. On peut supposer qu'ici non plus ce ne sont pas les financiers qui soutiennent les prix.

Aux États-Unis aussi, les producteurs « spéculent » sur une hausse du prix du maïs. C'est une position à double tranchant, cette rétention pouvant avoir pour conséquence une baisse à court terme. Compte tenu de l'importance de la récolte, la France court des risques à prendre du retard dans la commercialisation, car la capacité portuaire peut être insuffisante pour le rattraper. Une fois que l'Algérie et la Tunisie auront fait le plein, le marché égyptien pourra faire la différence, et il s'agit surtout d'une question d'accepter ou non un sacrifice de prix.

Aux États-Unis aussi, les producteurs « spéculent » sur une hausse du prix du maïs

LES ANTIBIORÉSISTANCES ANIMALES : LA FIN D'UNE ÉPOQUE POUR LES ACTEURS DE LA SANTÉ ANIMALE ?

Si l'émergence ou la résurgence de maladies d'origine animale ne sont pas des phénomènes nouveaux, l'ampleur des zoonoses (transmission de pathologies entre l'animal et l'homme) récentes et l'émergence d'antibiorésistances d'origine animale posent aujourd'hui des questions et des enjeux nouveaux. Face à ces préoccupations croissantes, les politiques réagissent et la société civile met de plus en plus en avant ses revendications. Alors que les filières d'élevage, montrées du doigt pour leur responsabilité partagée dans l'émergence d'antibiorésistances, s'adaptent et innovent, les laboratoires vétérinaires essaient de se diversifier en jouant également la carte de l'innovation.

I Antibiotique et antibiorésistance

Un antibiotique est une molécule qui détruit ou bloque la croissance des bactéries en perturbant le métabolisme. Les antibiotiques ne sont efficaces que sur ces dernières et n'ont aucun effet sur les champignons et les virus.

Les antibiorésistances apparaissent par sélection naturelle suite à l'exposition répétée des bactéries aux antibiotiques. Ces dernières s'adaptent, en acquérant de nouvelles caractéristiques biochimiques via des mutations génétiques

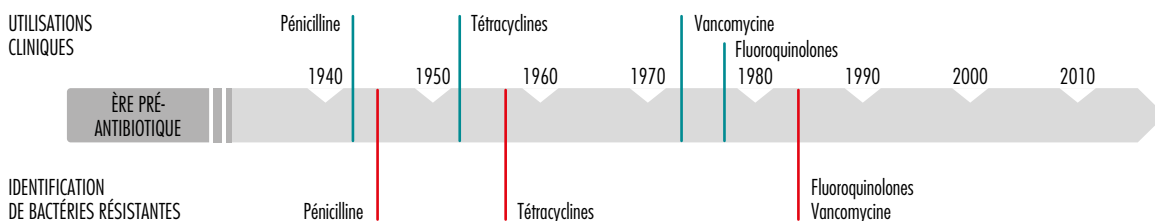
afin de contrer l'effet des antibiotiques. La résistance est parfois transmissible aux bactéries voisines via un échange de matériel génétique. Certaines bactéries peuvent même devenir résistantes à plusieurs antibiotiques. On parle alors de bactéries multi-résistantes. Quand il s'agit de bactéries pathogènes pour l'homme, la diffusion des souches résistantes constitue un risque global de santé publique.

II DES ENJEUX PLANÉTAIRES FACE À DES ANTIBIORÉSISTANCES BIEN RÉELLES

Un antibiotique est une molécule qui détruit ou bloque la croissance des bactéries...

Aujourd'hui le risque d'une pandémie mondiale d'origine bactérienne inquiète de plus en plus. Les vagues d'infections récentes, pour l'essentiel virales telles que le SRAS en 2003, la grippe aviaire en 2005, la grippe porcine A (H1N1) en 2009, et le nouveau coronavirus en 2012 pour ne citer qu'eux, ont rappelé au monde qu'un agent pathogène peut être transmis de l'animal à l'homme puis se propager extrêmement rapidement en suscitant un vent de panique planétaire. Le même type de phénomène pourrait à nouveau être observé, mais cette fois en raison de bactéries devenues antibiorésistantes (du type *Clostridium difficile* ou *Staphylocoque doré*) chez les animaux d'élevage, ces derniers absorbant 50 % des antibiotiques produits dans le Monde.

Le coût social et en vies humaines est déjà important. Dans l'Union Européenne, les autorités estiment que 25 000 personnes meurent chaque année en raison des antibiorésistances. Le coût en termes de soins supplémentaires et de pertes de productivité est considérable et se chiffre à plus de 1,5 milliard d'euros d'après l'agence Européenne des Médicaments et le Centre Européen de Contrôle des Maladies. Même si les effets les plus évidents sont liés à l'utilisation d'antibiotiques en santé humaine avec comme indicateur l'explosion des maladies nosocomiales, il apparaît que l'usage intensif d'antibiotiques dans l'activité agricole apporte une contribution non négligeable à l'émergence de bactéries résistantes.



Source : Centre d'information des Viandes.

LES AUTORITÉS RÉAGISSENT ET METTENT EN PLACE DES MESURES POUR PRÉSERVER L'EFFICACITÉ DES MOLÉCULES UTILISÉES

Le plan « Ecoantibio 2012-2017 » retranscrit au niveau national cette démarche, avec un objectif d'une réduction de 25 % de l'usage des antibiotiques en 5 ans.

La lutte contre l'antibiorésistance se concentre essentiellement sur la préservation de l'efficacité des molécules disponibles, faute de moyens pour la recherche de nouvelles familles de molécules. Les initiatives s'articulent autour du concept « One Health » (« Une seule Santé »), réunissant les acteurs de la médecine humaine, de la médecine animale et de l'environnement pour une approche interdisciplinaire.

Les pays industrialisés ont pris conscience des enjeux liés aux antibiotiques. La gestion raisonnée de l'utilisation des antibiotiques dans l'élevage via des restrictions d'usage a débuté au début des années 2000. En 2004, l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE) a entrepris de classer les antibiotiques, tout en travaillant de pair avec l'OMS et la FAO en charge de la médecine humaine. A l'issue de ces travaux, des recommandations sur l'utilisation de certains antibiotiques « critiques » qui représentent actuellement 8 % des volumes d'antibiotiques vétérinaires vendus en Europe ont été formulées car ces derniers sont fortement générateurs d'antibiorésistance. L'autre mesure d'envergure prise au sein de l'Union Européenne en 2006 a été d'interdire l'usage des antibiotiques en tant qu'additifs à la ration alimentaire. Cette initiative vient d'être suivie par les États-Unis où la FDA

va interdire cette modalité d'utilisation à partir de décembre 2016, tout en encadrant systématiquement la prescription par un vétérinaire.

La seconde vague d'actions entend favoriser une utilisation plus responsable et raisonnée des antibiotiques, notamment avec le lancement d'un plan quinquennal européen. Le plan « Ecoantibio 2012-2017 » retranscrit au niveau national cette démarche, avec un objectif d'une réduction de 25 % de l'usage des antibiotiques en 5 ans. Composé de 5 principaux axes, ce programme a notamment vocation à renforcer l'encadrement de la filière, acte concrétisé par l'interdiction depuis le 1^{er} janvier 2015 des remises, rabais et ristournes lors de la vente d'antibiotiques vétérinaires.

Les débats et évolutions vont se prolonger lors du premier semestre 2016, les Pays-Bas ayant indiqué que les antibiotiques en élevage seront une des priorités de leur présidence du Conseil. Les mesures sont plus légères au niveau mondial, les dirigeants des sept principales économies de la planète s'étant engagés à éliminer progressivement l'utilisation des antibiotiques pour stimuler la croissance des animaux d'élevage en juin 2015.

LES MENTALITÉS ÉVOLUENT ET LES PREMIÈRES MESURES ENGAGÉES COMMENCENT À PORTER LEURS FRUITS

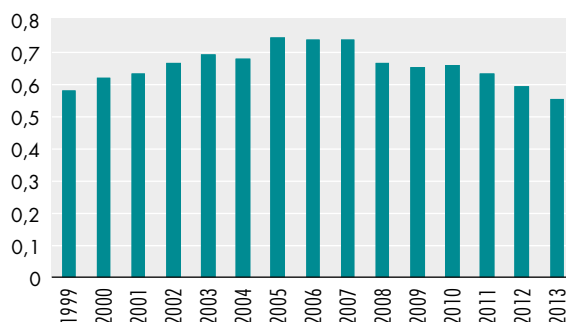
La filière agricole prend des mesures. Dans le cadre du second axe du plan EcoAntibio, les éleveurs et vétérinaires sont invités à protéger leur cheptel sans recourir aux antibiotiques. Des solutions existent, l'Anses recommande par exemple de développer l'utilisation de l'oxyde de zinc pour soigner les diarrhées des porcelets aux stades d'élevage où ces derniers sont les plus vulnérables, comme lors du sevrage. D'autres solutions se concentrent sur l'utilisation de produits naturels. La société Olmix développe ainsi divers produits d'origine naturelle qui permettent de combattre les poux rouges dans les élevages de poules en épandant une poudre d'argile modifiée aux propriétés absorbantes améliorées. La société s'est plus particulièrement spécialisée dans les algues et vient de conclure en juillet avec succès une expérience menée avec une dizaine d'éleveurs bretons qui a permis d'élever 500 000 poulets sans antibiotiques.

Les revendications de la société civile deviennent plus prégnantes. Le public se montre de plus en plus sensible aux questions d'une alimentation saine et exempte de tout résidu d'origine externe, comme les pesticides ou les antibiotiques. Un des témoins de cette évolution est l'importance qu'a prise le label BIO depuis 20 ans en France. Entre 1995 et 2015, les surfaces agricoles cultivées en Bio ou en conversion ont été multipliées par 12 et représentent désormais 4,2 % de la surface agricole utile. Par ailleurs, la filière « Porc sans antibiotiques » se fait peu à peu une place en France comme le montrent les initiatives récentes de la Cooperl et de Terrena. Aux États-Unis, l'attitude change à l'égard du recours aux antimicrobiens. Le géant mondial de la distribution Wal-Mart a par exemple enjoint le 22 mai à ses fournisseurs américains de réduire le recours aux antibiotiques dans les élevages. D'autres groupes, comme le premier volailler du pays Tyson Foods ou encore la chaîne de restauration rapide

McDonald's, ont décidé de ne plus mettre en vente de poulet élevé aux antibiotiques.

L'exemple français montre qu'une diminution de l'utilisation des quantités d'antibiotiques est possible. Les actions fonctionnent et ont un réel impact sur les quantités d'antibiotiques consommées. Entre 2008 et 2013, les ventes d'antibiotiques à destination des animaux d'élevage ont diminué de 23 % et, depuis 1999, la baisse atteint 40 %. Les mesures d'exposition des animaux réalisées au travers des ALEA (Animal Level of Exposure) montrent également une diminution régulière de l'indice qui mesure la quantité d'antibiotiques administrée aux animaux. A mi-parcours, les objectifs du plan EcoAntibio sont en passe d'être atteints, même si les quantités d'antibiotiques ont augmenté ponctuellement en 2014 en raison d'un phénomène de stockage, intervenu en anticipation de l'interdiction des ristournes à compter du 1^{er} janvier 2015. Autre résultat encourageant, les antibiotiques diminuent pour la plupart des antibiotiques et dans toutes les filières d'élevage.

Évolution de l'ALEA (Animal Level of Exposure)



Source : Anses.

Le public se montre de plus en plus sensible aux questions d'une alimentation saine...

LA FIN DES ANTIBIOTIQUES N'EST TOUTEFOIS PAS POUR DEMAIN EN RAISON DE TENDANCES LOURDES ET DURABLES

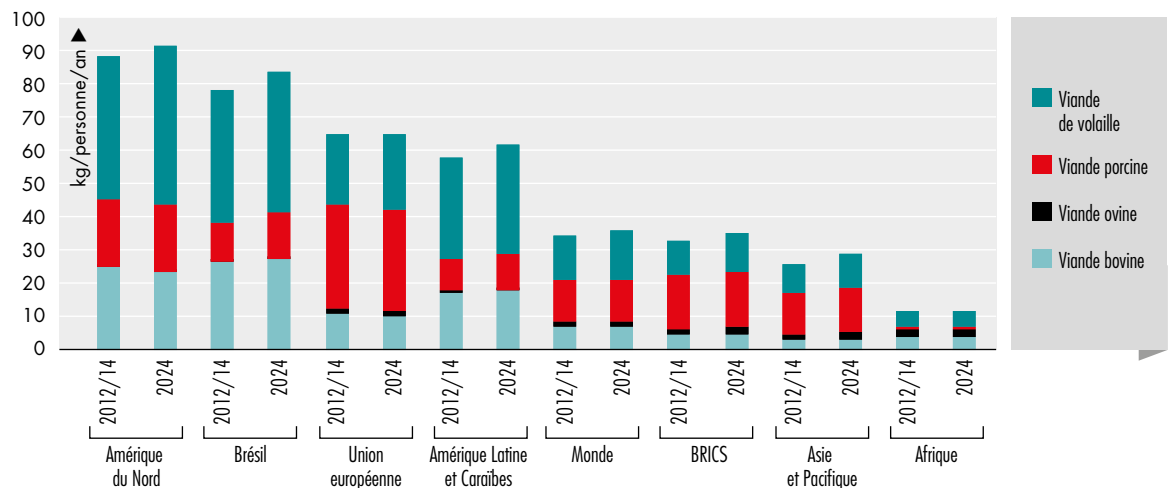
Si rien n'est fait pour infléchir cette évolution, l'utilisation globale des antibiotiques dans l'élevage devrait augmenter de 67 % d'ici 2030

Le segment des antibiotiques vétérinaires va continuer à bénéficier de la croissance simultanée de la population mondiale et de la consommation de viande, concentrée au sein des pays en développement. Selon l'ONU, la population mondiale devrait atteindre 9,6 milliards d'êtres humains en 2050, dont 8,2 milliards vivront dans les régions en développement. Mais la demande de viande n'est pas uniquement déterminée par la démographie et entretient notamment en compte les préférences des consommateurs et leur niveau de revenus. Dans les pays développés la demande de viande atteint un point de saturation, qui, si l'on y ajoute le vieillissement de la population, entrave le potentiel de croissance futur de la filière. En revanche, la progression de la demande en viande sera soutenue dans les grands pays en développement d'Asie, d'Amérique Latine et du Moyen-Orient où la population croît rapidement et où le mode de vie « à l'occidental » se démocratise peu à peu. Alors que 75 % de l'augmentation de la production de

viande sera concentrée dans ces pays en développement, les contrôles sur l'utilisation d'antibiotiques et les politiques de régulation y sont quasi-inexistants, tout comme les données sur la consommation. De plus, la Chine et l'Inde abritent déjà respectivement les cheptels les plus importants au monde de porc et de bovins.

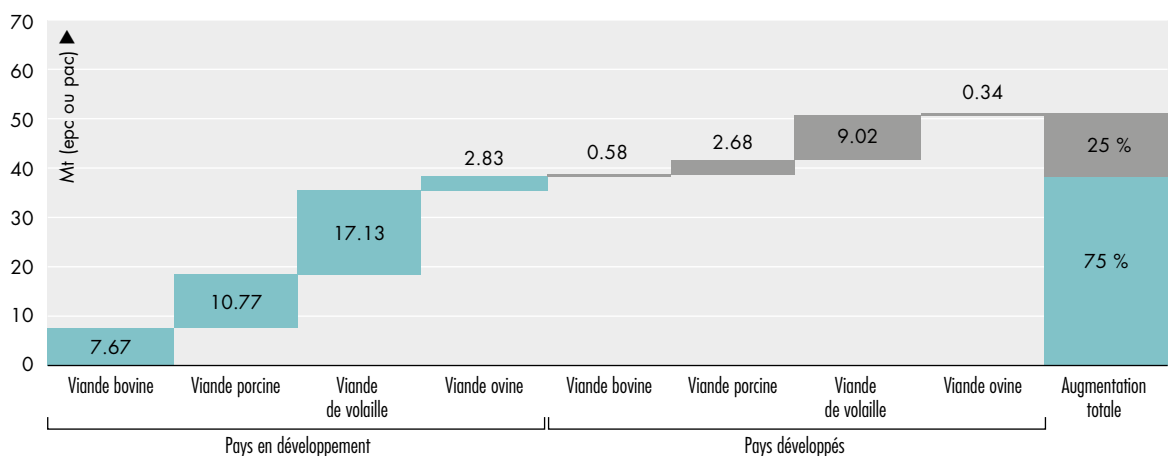
Par ailleurs, les modes d'élevage en vigueur dans certains pays émergents vont progressivement basculer d'un système essentiellement extensif vers un modèle intensif, demandeur d'antibiotiques. Si rien n'est fait pour infléchir cette évolution, des chercheurs de l'Université Libre de Bruxelles, en partenariat avec l'université américaine de Princeton, ont estimé que l'utilisation globale des antibiotiques dans l'élevage devrait augmenter de 67 % d'ici 2030 en se basant sur une cartographie globale des cheptels et des données relatives à la consommation d'antibiotiques dans les élevages intensifs.

Évolution de la consommation de viande par habitant dans le monde



Source : FAO.

Croissance de la production par région et par type de viande en 2024 par rapport à la période 2012



Source : FAO.

■ CONSOLIDATION, DIVERSIFICATION, INNOVATION : TROIS RÉACTIONS DES ACTEURS HISTORIQUES AFIN DE RÉSISTER

les acteurs traditionnels de la santé animale doivent s'attendre à une baisse importante de leur activité

Bien que la consommation d'antibiotiques à destination des élevages soit attendue en hausse à moyen terme, les acteurs traditionnels de la santé animale, essentiellement américains et européens, doivent s'attendre à une baisse importante de leur activité. La pression réglementaire sera de plus en plus forte au sein des pays industrialisés tandis que l'augmentation de la production de viande au sein des pays émergents favorisera de nouveaux acteurs sur ce marché où les molécules sont simples à fabriquer. Dans le cadre d'une tendance globale, les ventes de produits vétérinaires, concentrées respectivement à hauteur de 33 % et 31 % en Amérique du Nord et en Europe, vont se déplacer progressivement vers les pays émergents. Devant cette tendance lourde et durable, 3 choix non mutuellement exclusifs se présentent aux laboratoires vétérinaires traditionnels : se renforcer pour préserver les marges, diversifier leurs domaines d'activité et apporter une réelle plus-value par rapport à l'existant via l'innovation.

Des mouvements de consolidation à l'œuvre. Les périodes de baisse d'activité sont propices aux mouvements de consolidation qui permettent de préserver dans une certaine mesure les marges, acquérir des parts de marché et atteindre une taille critique. Dans ce cadre, une première vague de rachats et cessions impliquant de nombreuses transactions s'est déroulée entre 2005 et 2014. Citons notamment le cas emblématique de la division santé animale de Pfizer, devenue en 2013 Zoetis, qui a accédé au statut de leader à force de rachats à un rythme soutenu. Le dernier mouvement d'envergure du groupe a eu lieu avec le rachat des actifs en santé animale du Groupe Abbot pour 255 millions de dollars en novembre 2014.

Les acteurs de la santé animale mettent en place des politiques de diversification dans le but de développer leur activité sur des segments en forte croissance, comme l'élevage halieutique qui représente désormais une production équivalente au bœuf avec 60 millions de tonnes par an. Ces entrées sur de nouveaux segments de marché se réalisent souvent via des opérations de croissance externe, dans une industrie où les coûts de développement et les incertitudes

liées sont importants. Virbac a ainsi acquis en 2012 une participation majoritaire dans Centrovet, acteur clé dans la protection et le traitement des élevages en aquaculture au Chili, second producteur mondial de saumons derrière la Norvège. Avec cette acquisition, le groupe montre sa volonté de prendre une place de choix sur un marché appelé à prendre une part croissante dans la production de protéines destinées à l'alimentation humaine. Sur la même tendance, Zoetis vient de conclure l'acquisition d'un important portefeuille de vaccins et de produits pharmaceutiques pour la pisciculture via le rachat de Pharmaq. La transaction, d'un montant de 765 millions de dollars, montre un niveau de valorisation extrêmement élevé pour une structure qui a généré un chiffre d'affaires de 80 millions en 2014.

Les acteurs de la santé animale se renforcent sur le volet prévention, sur lequel l'innovation prime pour se différencier.

Ceva santé Animale, le 3^e acteur français, continue de développer sa franchise vaccinale pour les volailles et le porc avec plus de 1000 références enregistrées dans le monde. Le Groupe peut se targuer d'être actuellement premier aux États-Unis pour les vaccins contre les salmonelles et leader mondial pour les vaccins contre la maladie de Gumboro grâce à l'acquisition de Sogeval en France en 2013, Vetech au Canada et de l'Instituto sanidad Ganadera en Argentine en 2011. En aquaculture, Centrovet a développé des vaccins oraux qui permettent d'immuniser les saumons tout au long du processus d'élevage par ingestion à intervalle régulier. Dans la même tendance mais cette fois-ci chez les volailles, Merial innove avec un vaccin effervescent. A l'appui d'un investissement de 55 millions d'euros, le leader français a mis au point une formule destinée à prémunir les élevages contre la grippe aviaire. Dissoute dans l'eau, elle est ensuite diffusée par nébulisation dans les élevages, permettant de vacciner au cours d'une seule opération entre 20 000 et 40 000 volailles. Dans ces 2 derniers cas, Virbac et Merial ont donné une véritable plus-value à leurs produits, en mettant à disposition des élevages des produits plus faciles à utiliser et qui s'administrent collectivement plutôt qu'individuellement comparés aux vaccins classiques.



PRISME - 11

L'analyse de la conjoncture agricole et agroalimentaire - Décembre 2015

Retrouvez-nous

■ Sur <http://etudes-economiques.credit-agricole.com> ▶ Rubrique Secteur ▶ Agriculture et Agroalimentaire
■ Abonnement gratuit : [cliquez ici](#)



CRÉDIT AGRICOLE S.A.



Avec Ecofolio
tous les papiers
se recyclent.